

Réf : 130618-Avis-SRCE/MV/MF

Affaire suivie par :

Magdalena Vanrenterghem

Tél : 03.27.72.92.67

Email : m.vanrenterghem@paysducambresis.fr

Jonathan Labaere

Tél : 03.27.72.92.69

Email : j.labaere@paysducambresis.fr

Monsieur le Directeur Régional de
l'Environnement – de l'Aménagement et du
logement Nord – Pas de Calais
44 rue de Tournai
59019 Lille cedex

A Cambrai, le 18 juin 2013

Objet : Avis sur le projet de Schéma régional de cohérence écologique – Trame verte et bleue (SRCE-TVb) du Nord Pas de Calais

Exposé des motifs

Monsieur le Directeur,

En application des lois du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, les services déconcentrés en région de l'Etat et le Conseil Régional Nord Pas de Calais ont élaboré un projet de Schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Les SRCE ont vocation à identifier, pour la première fois au sein d'un même document et à l'échelle régionale, les potentiels, les orientations et les objectifs permettant de contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux, européens et mondiaux, en termes de réduction de la perte de biodiversité. Ils sont révisables tous les 6 ans. Les SRCE constituent les volets régionaux de la Trame verte et bleue nationale et poursuivent à ce titre deux objectifs :

- identifier les enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques, et définir les priorités régionales à travers un plan d'action stratégique ;
- proposer les outils adaptés pour la mise en œuvre de ce plan d'action pour la préservation et la restauration des continuités écologiques.

Ils fixent les orientations et les objectifs pour l'ensemble des acteurs régionaux et plus particulièrement pour les collectivités, qui doivent les décliner dans leurs documents d'urbanisme.

Le SRCE-TVb Nord Pas de Calais devra ainsi être pris en compte par les documents de planification du territoire dont notamment le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Cambrésis.

Le projet de SRCE-TVB a été arrêté par le président du Conseil Régional et le Préfet de région. Conformément aux dispositions des articles L371-3 du Code de l'environnement, ce projet est soumis pour avis à l'ensemble des collectivités, à compter du 26 mars 2013 et pour une période de trois mois.

Le présent rapport expose l'avis assorti d'observations du Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis.

Avis général du Syndicat Mixte du Pays du Cambrésis et des collectivités le composant sur le projet de

SRCE

Ce Schéma rappel dans premier temps la portée juridique du document et précise la notion de « prise en compte » :

Certaines personnes publiques visées à l'art. L 371-3 du code de l'environnement (collectivités, groupements de collectivités et État) doivent prendre en compte, au sens juridique du terme, le SRCE-TVB dans des décisions relatives à des documents de planification, projets ou infrastructures linéaires susceptibles d'affecter les continuités écologiques.

Prendre en compte signifie qu'avant de prendre la décision d'approuver un document de planification, d'autoriser ou de réaliser un projet, la personne publique doit s'assurer de l'impact qu'aura cette décision sur les continuités écologiques identifiées dans le SRCE-TVB.

Par rapport à la notion de compatibilité, la notion de prise en compte permet à une personne publique de s'écarter des objectifs du SRCE-TVB à condition de le justifier, par un motif d'intérêt général.

Il est précisé les parties ayant une portée juridique :

- Les **réservoirs de biodiversité**, définis avec une précision plus grande que l'échelle du 1/100 000e, fixée par la réglementation, qui est celle de l'atlas....
- Les **corridors écologiques**, au contraire des réservoirs, ne sont pas, sauf exception, localisés précisément par le schéma. Ils doivent être compris comme des « fonctionnalités écologiques », c'est-à-dire des caractéristiques à réunir entre deux réservoirs pour répondre aux besoins des espèces (faune et flore), faciliter leurs échanges génétiques et leur dispersion.
- Les **milieux**. **10 milieux ont été retenus dont certains présents sur le Cambrésis** : les rivières et cours d'eau, les zones humides et les plans d'eau, les milieux ouverts et intermédiaires, les milieux boisés.
- Les **impacts positifs et négatifs** susceptibles d'affecter une continuité écologique devront être déterminés au cas par cas par chaque document de planification ou projet. Le rôle du schéma est de guider les personnes publiques.

D'autres éléments sont également définis :

- **Les espaces à restaurer ou à renaturer** (espaces sans cœur de nature, sans espace naturel relais (ou très peu) et peu propices, en l'état, à assurer des fonctions de corridors)
- **Les écopaysages.** *Chaque commune est rattachée à un ou plusieurs écopaysages (cf. Atlas cartographique), ce qui permet d'identifier plus aisément les milieux et les enjeux relatifs aux continuités écologiques propres à cet espace.*

Pour chaque écopaysage et chaque milieu, il est identifié des objectifs et des actions prioritaires.

Le document demande au territoire :

- d'étendre et de renforcer la protection des réservoirs de biodiversité (opérations proposées : mettre en œuvre une politique de protection réglementaire et foncière de l'ensemble des réservoirs de biodiversité),
- de restaurer des connexions écologiques entre les espaces naturels de l'est de la région (Avesnois) et ceux de l'ouest (opérations proposées : conforter les noyaux et corridors forestiers en étendant leur superficie et créer de nouveaux espaces relais boisés, préserver les espaces de prairies et de bocage relictuels le long des corridors et restaurer de nouveaux espaces de bocage et de prairies)
- de restaurer des continuités écologiques boisées avec le Picardie au Sud (opérations proposées : initier et négocier un plan de boisement adapté aux caractéristiques géomorphologiques locales et au contexte agricole)
- renforcer le maillage bocager du Haut Artois et dans le Sud-est du Cambrésis (opérations proposées : replanter des haies et mettre en place des bandes enherbées là ou les prairies n'ont pas été maintenues)
- de renforcer le maillage écologique du territoire en d'appuyant sur le réseau de creuses et les autres éléments géomorphologiques de cet écopaysage (mise en place d'une protection réglementaire des creuses de plus grande valeur patrimoniale...)
- d'améliorer la qualité écologique du paysage en renforçant le maillage bocager, en priorité le long des vallées (instaurer des clauses spécifiques dans les documents d'urbanisme pour la plantation d'essences indigènes dans les secteurs prioritaires)
- de préserver la fonctionnalité écologique des vallées en y limitant l'urbanisation et le développement de certaines activités perturbatrices (creusement d'étangs, populiculture, etc.) et en y restaurant des espaces naturels si possible ouverts
-

Le territoire du Syndicats Mixte du Pays du Cambrésis est concerné par un certains nombre de milieux et d'écopayages et donc d'objectifs et d'actions prioritaires, à ce titre nous souhaitons attirer votre attention sur certains points :

1) Le SCoT du Cambrésis approuvé le 23 novembre 2012 intègre des mesures de protection visant à protéger les cœurs de nature et espaces naturels relai régionaux. Il anticipe ainsi l'objectif du SRCE d' « étendre et renforcer la protection des réservoirs de biodiversité ».

Toutefois, le SRCE intègre dans ses réservoirs de biodiversité les périmètres de ZNIEFF de type 1 ainsi que certains linéaires de cours d'eau. Nous souhaitons rappeler que les ZNIEFF sont des démarches d'inventaire pouvant comprendre des espaces urbanisés ou agricoles. D'autre part, les linéaires des cours de la Selle et de l'Ecaillon sont concernés par la présence de bourgs agglomérés le long des cours d'eau.

S'agissant d'un lien de prise en compte, il ne doit pas résulter de l'application du SRCE une inconstructibilité systématique des parcelles situées dans ces secteurs qui peuvent parfois être des choix judicieux pour le développement des communes (opération de renouvellement urbain, développement de l'activité agricole, ...).

2) Dans le cadre des réflexions du Schéma Trame verte et bleue du Pays Cambrésis et du SCoT du Cambrésis, les élus ont souhaité inscrire comme orientations de : « *Préserver du défrichement les cœurs de nature « forêt » identifiés par le SCoT par un classement de type espace boisé classé ou un autre classement spécifique et adapté (ENS, RNR,...), en partenariat avec le Conseil Général ou le Conseil Régional notamment* » et « *Inventorier les haies et mettre en place une protection réglementaire en fonction des services paysagés naturels ou agricoles rendus par le linéaire (L.123-1-5 7° CU, classement EBC, ..)* ». Le territoire est ainsi particulièrement sensible à la protection des espaces forestiers.

Toutefois, les mesures relatives aux espaces forestiers intégrées au SRCE nous semblent très restrictives :

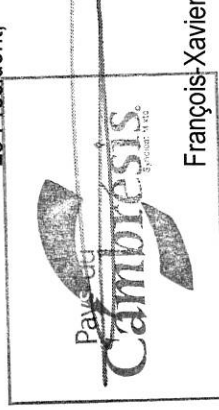
« Plus aucun espace forestier ne devrait être touché par un aménagement, quel qu'il soit, et en particulier les forêts présentant déjà des phases de maturation significatives » ; « de même, le fractionnement des systèmes forestiers est à éviter dans toute la mesure du possible. Lorsqu'il est inévitable, les connexions écologiques doivent être rétablies par des ouvrages dénivelés adéquats, établis sur la base de diagnostic visant l'ensemble des êtres vivants, et dont la fonctionnalité doit être évaluée » ; « des zones « tampon » à faible pression anthropique doivent être préservées ou restaurées aux abords des forêts »

En page 93, une cartographie permet d'identifier les espaces forestiers de la région. L'interdiction de tout « aménagement » au sein de ces espaces forestiers paraît très contraignante. Par ailleurs, le terme « aménagement » mériterait d'être précisé dans le document. En effet, certains aménagements peuvent être nécessaires pour valoriser ces espaces boisés. De plus, un aménagement ayant un impact sur ces espaces pourrait être compensé par des mesures adaptées.

3) Dans la partie « activités humaines et leur impact sur la biodiversité », le SRCE présente comme enjeux liés à l'urbanisme et aux transports, l'application du Schéma régional climat, air, énergie (SRCAE), du Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT) et de la Directive régionale d'aménagement (DRA) « maîtrise de la périurbanisation », dans l'objectif d'une gestion économe et durable de l'espace. Si ces enjeux s'avèrent particulièrement importants pour le territoire, ces derniers relèvent plutôt du SRCAE, du SRADT et de la DRA précitées. Il ne convient pas d'imposer l'application de ces orientations par l'intermédiaire du SRCE.

Vous souhaitant bonne réception de cet avis, et restant à votre disposition pour toute information complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président,



François Xavier Villain